



Lettre n° 223 du 16 janvier 2022

Au sommaire :

- **Education, santé, salaires, vers une contestation politique d'ensemble, le 27 janvier et après...** - *Christine Héraud, Laurent Delage*
- **Solidarité avec le soulèvement des travailleurs et de la jeunesse du Kazakhstan ! Leur combat contre l'exploitation et l'oppression capitalistes est le nôtre** - *Galia Trépère*
- **Un an après le coup de force de Trump et l'intronisation de Biden, le mythe de la démocratie américaine de moins en moins capable de masquer la tyrannie du capital** - *Yvan Lemaitre*

Education, santé, salaires, vers une contestation politique d'ensemble, le 27 janvier et après...

« *Blanquer, protocole de guignol, démission ! »*, « *A bas Blanquer ! Vive la grève ! »*, « *Blanquer, le virus, c'est toi ! Le remède, c'est nous ! »* ...», scandaient les salariés de l'éducation qui ont laissé exploser leur colère dans la rue, jeudi 13 janvier.

La grève a été massive, à la mesure du mécontentement contre l'improvisation sanitaire de Blanquer et son mépris affiché : 75 % des professeurs des écoles, près d'une école sur deux fermée, 62 % de grévistes dans les collèges et les lycées, selon les syndicats. La grève a aussi été massive chez les personnels de vie scolaire, d'éducation, du médico-social, y compris chez les personnels de direction. Elle a emporté l'adhésion des parents d'élèves et le soutien de la FCPE.

L'exaspération et la colère sont telles que l'ensemble des syndicats de l'éducation ont dû signer l'appel à la grève, sous peine d'être totalement discrédités. Les enseignants ont exprimé leur ras-le-bol des mensonges, des promesses politiques non tenues, une rupture avec les politiciens des partis qui se sont succédés au gouvernement, y menant les mêmes politiques d'austérité et de démantèlement de l'école, jusqu'à éjecter de la manif parisienne Anne Hidalgo, la candidate qui avait annoncé vouloir doubler le salaire des enseignants !

Les prétendues « erreurs de communication » de Blanquer apparaissent aujourd'hui comme l'expression de la panique du gouvernement, de son improvisation, incapable d'anticiper les conséquences de ses protocoles sanitaires bricolés, de ses mensonges lorsqu'il prétend laisser l'école ouverte sachant pertinemment que de nombreux

ses classes ferment, les enseignants absents positifs ou cas contact au Covid n'étant pas remplacés.

« *On ne fait pas grève contre un virus »* avait déclaré Blanquer, cherchant à masquer derrière la prétendue fatalité de la pandémie sa propre responsabilité dans le délabrement de l'école. La grève lui a fait ravalier son arrogance et son mépris, puisqu'il a été contraint de recevoir le soir-même en urgence les représentants des syndicats, en présence de Castex et de Véran, et d'annoncer quelques mesures comme le recrutement d'une poignée d'enseignants, de 3300 contrats de personnels d'éducation, 5 millions de masques FFP2 pour les personnels qui le souhaitent et un report envisagé des épreuves du Bac. Des mesures dérisoires qui ne changeront rien au regard des immenses besoins pour faire face à la crise sanitaire. Mais « *Un véritable changement de ton et de méthode »* titrait le Monde le lendemain... une première victoire de la grève.

Blanquer a dû concéder aux directions syndicales une concertation quinzomadaire pilotée par Castex, vantant une reprise du « dialogue social ». Ces dernières semblaient s'en satisfaire au point de n'avoir pas eu un mot, à la sortie de l'audience, pour dénoncer la provocation de ces quelques mesures mises sur la table. Mais la colère des personnels est telle qu'elles sont contraintes d'appeler à une nouvelle journée nationale le 20 janvier.

Le compte n'y est pas. Dans les AG qui se sont tenues, durant les manifestations, les salarié.e.s ont dénoncé des années de réductions drastiques de postes, de moyens qui mettent l'école à genoux aujourd'hui. Sans parler des années de stagnation des salaires, au point que le salaire

d'un enseignant en début de carrière dépasse à peine le SMIC.

Après la journée du 11 janvier dans les hôpitaux, alors que se développent les luttes pour les salaires ou contre les licenciements, comme celle des travailleurs de la SAM le 12 janvier à Paris, c'est bien une contestation politique globale qui grandit dans le pays.

La contestation d'une même politique

Le 11 janvier, les salarié(e)s de la santé et du secteur social ont aussi donné de la voix : « *On en a plein le CHU* », « *Ségur pour tous* », « *les premiers de cordée, c'est nous* » ... Le ras le bol s'est fait entendre, contre la dégradation des conditions de travail, contre les suppressions de lits, contre les bas salaires. Les « *oubliés du Ségur* », travailleurs sociaux ou catégories non soignantes de la santé privée entre autres, ont aussi dénoncé la politique de division du gouvernement. Il y en a assez. L'ensemble des travailleurs de la santé et du social exige des augmentations de salaires et des embauches.

L'incurie du gouvernement est patente. Comme le dit Olivier Milleron, du Collectif inter-hôpitaux : « *Tout le monde à l'impression de hurler sans être entendu. On a le sentiment d'être complètement inaudibles (...) alors que partout on ferme des lits par manque de personnel et que la diminution de l'offre de soins est sans précédent* ».

Qu'importe au gouvernement et à Macron, dont la seule politique est celle de la police sanitaire et des provocations contre les non-vaccinés. Tout ce qui compte est de poursuivre cette mise en concurrence permanente, à l'Hôpital soumis à la tarification à l'acte, dans les cliniques ou les EHPAD aux mains de groupes privés, dans le secteur social dont les budgets ne permettent pas de faire face à l'explosion des besoins et où les associations fusionnent, s'absorbent pour devenir compétitives, soumises à la logique des appels d'offre des marchés publics... Une fuite en avant qui mène la société dans le mur.

Cette même logique d'exploitation est à l'œuvre sur la question des salaires de l'ensemble des travailleurs, alors que les profits, sous perfusion d'argent public, se portent au mieux pour les capitalistes.

De Béziers n'est pas avare de promesses : « *On sort d'une bonne année 2021 pour les entreprises, et comme il y a eu deux ans de vaches maigres, il y aura des augmentations de salaires* » ... Mais la politique patronale comme celle du gouvernement, c'est maintenir les salaires le plus bas possible alors que les prix flambent.

La valeur du point d'indice de la fonction publique n'a quasiment pas bougé depuis plus de 10 ans. Les gouvernements successifs ont refusé tout « coup de pouce » au SMIC. Partout, le patronat a comprimé les grilles de salaires, en refusant de les indexer sur le coût de la vie. Lorsque le gouvernement a été contraint d'augmenter le SMIC de 2,2 % en octobre, 108 branches se sont retrouvées avec au moins un niveau en deçà du salaire minimum !

La colère se renforce. A Dassault, les salariés ont repris les débrayages et blocages, en exigeant « *200 balles ou*

pas de Rafale ! », alors que la direction vient de signer des commandes record. A Air Liquide, multinationale de la chimie qui fournit l'oxygène médical, les salariés se sont mis en grève illimitée suite à des NAO au rabais, alors que le groupe annonce un chiffre d'affaires de 20 milliards pour 2021 !

Dans ce contexte, à condition que les travailleurs s'en emparent à la base, la journée de grève interprofessionnelle du 27 janvier peut être autre chose qu'une nouvelle journée d'action à laquelle personne ne croit. Elle peut être une étape dans la convergence des mécontentements, dans la prise de conscience que, face à l'incurie du gouvernement dans la crise sanitaire et contre la crise sociale annoncée, nous sommes les seuls à même de nous protéger et de nous défendre, d'imposer les mesures nécessaires pour cela.

Prendre nos affaires en main, changer le monde, maintenant !

Blanquer et le gouvernement ont commencé à changer leur attitude uniquement parce que le personnel de l'Éducation nationale a manifesté son refus de subir les conditions insupportables que voudraient lui imposer le gouvernement, ainsi qu'aux enfants et aux parents. C'est la voie à suivre, prendre la parole, monter sur la table pour exprimer sa colère et dire ses exigences sans craindre de contester la politique du gouvernement.

Cette politique est un tout, il ne s'agit pas de « com » ou de comportement, c'est une politique qui est incapable de répondre aux besoins de la population laborieuse parce qu'elle n'a d'autre horizon que les intérêts des classes dominantes. Le dialogue social et la concertation n'ont d'autres objectifs que d'associer les organisations syndicales à cette politique, alors qu'il s'agit de la contester globalement.

Dans l'éducation, il faut des embauches massives d'enseignants, de personnels d'éducation et médicaux-sociaux, des réquisitions de locaux pour doubler les classes... Les personnels sont les mieux à même de prendre les mesures nécessaires face à l'épidémie, en exigeant les moyens à hauteur des besoins au niveau de l'éducation ou des communes. Cela commence par prendre en main leur propre lutte, s'organiser démocratiquement pour leurs mobilisations, la grève.

Pour sortir de la police sanitaire du gouvernement, il faut imposer nos règles, en prenant nos affaires en main en fonction de nos besoins, de ceux des enfants, des jeunes, de nos conditions de travail, en inscrivant nos exigences dans une contestation des règles du capitalisme.

Il faut extraire le système de santé des mains des financiers, en socialisant les labos et la santé privée, en imposant la levée des brevets, en s'appuyant sur l'intervention et le contrôle des travailleurs de la santé et la population, pour la prévention comme pour les soins, sur les lieux de travail, dans les quartiers.

Il faut exiger des augmentations collectives pour l'ensemble des travailleurs, du privé et du public, des retraités, des

chômeurs, avancer des revendications uniformes comme les 300 € pour tous et pas un revenu inférieur à 1800 € net, contrôler nous-mêmes les prix, imposer l'échelle mobile des salaires.

La question des salaires ne se résout pas entreprise par entreprise, elle est le produit d'un rapport de force à l'échelle de toute la société, elle est politique, tout comme la question du chômage, de la précarité, de la défense des services publics.

Notre programme pour défendre nos vies par nos luttes et nos mobilisations, en nous organisant pour contrôler la mise en œuvre des mesures indispensables est aussi

un programme pour changer le monde, rompre avec la loi du marché, de la concurrence et du profit. Il est un programme politique pour en finir avec ce monde absurde et condamné, pour un gouvernement en rupture avec les institutions actuelles, un gouvernement des travailleurs qui se donnerait les moyens de satisfaire les besoins de la population en s'attaquant au pouvoir de la finance, en expropriant les banques et les multinationales en fermant la bourse où l'argent coule à flot, pour mettre en place une nouvelle organisation de l'économie et de la société au service de toutes et tous.

Christine Héraud, Laurent Delage

Solidarité avec le soulèvement des travailleurs et de la jeunesse du Kazakhstan !

Leur combat contre l'exploitation et l'oppression capitalistes est le nôtre

Les premières manifestations, au début de l'année, du soulèvement le plus important survenu au Kazakhstan depuis des décennies ont eu lieu à Janaozen, une ville à l'ouest du pays proche de la mer Caspienne, région où sont situées les exploitations pétrolières et gazières. Dès l'annonce le 1^{er} janvier de l'augmentation -jusqu'à être doublé- du prix du gaz liquéfié, GPL, le carburant de très loin le plus utilisé par les automobilistes, une cinquantaine d'ouvriers se sont rassemblés et ont transmis aux autorités locales un message vidéo exigeant, au nom de la population, l'annulation de cette hausse.

Le lendemain, le dimanche 2 janvier, des manifestants plus nombreux occupaient un rond-point dans la même ville tandis que dans la soirée, à Aktaou, une ville proche de terre avec l'exploitation à partir de 1960 des gisements pétroliers de la Caspienne, des milliers de travailleurs se rassemblaient devant l'hôtel de ville, annonçaient le début de la grève pour le lendemain et scandaient le slogan : « *Dehors, le vieux !* ». Etait ainsi visé Noursoultan Nazarbaïev, l'ancien président, dictateur en place depuis 1990, dont la famille et le clan ont mis la main sur toutes les richesses du pays, en particulier les revenus tirés du gaz et du pétrole. Nazarbaïev avait donné sa démission en mars 2019 tout en restant au pouvoir dans les coulisses, à la tête notamment d'un « Conseil de sécurité ». Le nouveau président Tokaïev lui avait fait allégeance, allant jusqu'à renommer Astana, la capitale politique du pays, de son prénom, Noursoultan.

Intervention des troupes russes, répression sanglante

Le 4 janvier, la grève et les manifestations se sont étendues à tout l'ouest du pays et ont gagné la capitale historique et économique Almaty (l'ancienne Alma-Ata), au sud-est. Les forces de police et les militaires interviennent violemment, sont parfois bousculés par les manifestants et dans quelques endroits, semble-t-il, il y a des fraternisations.

Des informations ont fait état que l'aéroport était alors occupé par un « *ballet aérien* » « *des jets privés évacuant l'élite d'affaires proche de l'ex-président* ».

Le 5 janvier, des vidéos de particuliers montrent des images de manifestants tués à Almaty. Dans la ville proche de Taldykorgan (500 000 habitants), une statue de Nazarbaïev est déboulonnée, et dans plusieurs villes, des bâtiments officiels sont occupés ou incendiés, l'aéroport d'Almaty est aux mains des insurgés. Le même jour, Tokaïev annonce le blocage des prix du gaz pendant 6 mois, la démission du gouvernement et la destitution de Nazarbaïev de son poste à vie de président du Conseil de Sécurité. Il décrète dans le même temps l'état d'urgence sur tout le territoire tandis que l'accès à Internet est suspendu.

Le jeudi 6 janvier, le Comité national de sécurité (KNB, la police politique) annonce que son ancien directeur, Karim Massimov, un fidèle de Nazarbaïev, a été placé en détention, accusé de « haute trahison ». Tokaïev fait état de plusieurs policiers tués et blessés, il accuse des « terroristes », dont beaucoup seraient étrangers, de semer la terreur, au nom de quoi il demande l'aide de Poutine et de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective regroupant Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan et Tadjikistan). Le jour-même, les troupes essentiellement russes sont aéroportées, 3000 parachutistes et soldats des forces spéciales, puis déployées pour reprendre tous les endroits stratégiques et les « sécuriser ».

Le vendredi, 7 janvier, Tokaïev intervient publiquement pour annoncer une répression sanglante, « *jusqu'à la destruction totale des manifestants* » et il donne pour consigne aux policiers et militaires d'ouvrir « *le feu sans avertissement* ». Les manifestants sont traités de « *bandits* », ils seraient selon lui 20 000 avec un « *plan clair* » et un « *haut niveau de préparation au combat* ».

« *Des groupes d'éléments criminels battent nos soldats, les humilient, les traînant nus dans les rues, agressent les femmes, pillent les magasins.* »

On estime le bilan de la répression du « *janvier sanglant* » comme il est nommé sur les réseaux sociaux à plus de 160 morts, des milliers de blessés et 10 000 arrestations.

Cette semaine, Tokaïev a annoncé le départ des troupes russes d'ici à une dizaine de jours et garanti à la population que les richesses qui lui avaient été volées par le clan Nazarbaïev lui seraient rendues. Le cynisme et les mensonges de ces dictateurs sont sans limites. Qui pourrait le croire à part les bénéficiaires de la future distribution des richesses volées aux travailleurs qui les produisent ?

Les raisons de la colère, la misère due à l'acaparement des richesses, la dictature

Le Kazakhstan est le pays le plus riche de l'Asie centrale. Premier producteur mondial d'uranium, il détient aussi d'importants gisements de pétrole, de gaz naturel, de charbon, minerais, de grandes quantités de métaux précieux comme le manganèse, le chrome, le potassium, le titane ou le zinc. Du temps de l'URSS, les revenus tirés de ces richesses extraites en grande partie par les déportés du goulag étaient captés par les cadres dirigeants de la bureaucratie. Après 1990, le clan Nazarbaïev a continué à s'engraisser en vendant l'exploitation de ces ressources aux multinationales, nombreuses dans le pays.

Tandis que la plus grande partie de la population survit avec des salaires misérables (500 euros de salaire moyen) dans les villes et que les campagnes sont laissées au sous-développement, une oligarchie richissime -certaines fortunes du pays figurent dans le palmarès mondial- étale son train de vie luxueux en particulier dans la capitale Anasta dont l'architecture est tout aussi tape-à-l'oeil.

Une dictature féroce préserve ces privilèges, surveille étroitement la population, interdit les syndicats et organisations indépendantes, étouffe toute liberté et intervient avec une violence extrême dès qu'une protestation, susceptible de créer une brèche par où pourraient s'engouffrer le mécontentement et les aspirations à vivre mieux et librement, se fait jour.

Dans le passé, deux grands soulèvements ont été féroce-ment réprimés. En 1986, une révolte de la jeunesse, des étudiants et des ouvriers d'Alma-Ata, espérant des changements démocratiques avec l'arrivée à la tête de l'URSS de Gorbatchev. Il y eut 174 morts, des milliers de blessés et d'arrestations. En mai 2011, les ouvriers des industries pétrolières à Janaozen, point de départ du soulèvement actuel, se mirent en grève pour des revendications de salaire, la compagnie publique licencia mille d'entre eux. Les ouvriers installèrent un campement sur la place centrale de la ville et y restèrent 6 mois. Le 16 décembre, la police ouvrit le feu à balles réelles sur le campement. 15 personnes furent tuées, officiellement, et probablement plusieurs dizaines en réalité.

Du tsarisme au stalinisme, la continuité de l'oppression russe

La Russie a commencé à conquérir le Kazakhstan dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle et l'a soumis entièrement

à la fin du XIX^e. Le tsarisme a utilisé ces immenses territoires pour y favoriser l'installation de paysans russes à partir de 1881 et de façon plus massive après la première révolution, en 1906. Un million de paysans s'y installèrent. Une « réforme agraire » au goût des grands propriétaires puisqu'elle ne touchait pas un cheveu de leurs intérêts.

La révolution de 1917 a fait éclater la prison pour les peuples qu'était l'empire russe, mais ce ne fut qu'un intermède, très court, puisque, à la fin de la guerre civile, dès 1922, Lénine dénonçait la brutalité « d'argousin Grand Russe » de Staline dans « l'affaire géorgienne » au moment de la constitution de l'URSS. Il rompait avec lui sur la question du droit des peuples.

La révolution étouffée par la bureaucratie naissante, puis les éléments révolutionnaires réprimés et liquidés consciemment et de façon systématique une fois Staline au pouvoir, le Kazakhstan connut tous les fléaux de la dictature de la bureaucratie stalinienne : collectivisation forcée en 1931-33 qui provoqua des famines et la mort d'un tiers de la population ; relégation de prisonniers politiques puis véritables camps de concentration, goulags, à Karaganda que l'écrivain Soljenitsyne décrivit dans son roman *Une journée d'Ivan Denissovitch* ; déportation des peuples lors de la Deuxième guerre mondiale, de centaines de milliers de personnes, qui font aujourd'hui du Kazakhstan un pays multi-ethnique et multiculturel (Allemands de la Volga, Tchétchènes, Coréens...) ; désastres écologiques (assèchement de la Mer d'Aral à cause de la culture intensive du coton, zone d'essais nucléaires irradiée ainsi que sa population dans le polygone de Semipalatinsk).

Nazarbaïev et Poutine pouvaient se vanter à bon droit d'avoir une même admiration pour le petit Père des peuples, le vainqueur de la Grande Guerre patriotique, un tyran de leur espèce. La Russie, en outre, est toujours propriétaire du cosmodrome de Baïkonour d'où partent ses fusées et satellites ainsi que, nouvelle mode des multimillionnaires partout où c'est possible, des excursions touristiques en orbite de la Terre !

Convoitises et rivalités internationales autour des richesses du sous-sol, union contre les travailleurs et les peuples.

Au XIX^e, l'Asie centrale était une zone de conflit entre la puissance qui dominait le monde, l'Angleterre, et la Russie. Ce fut ensuite, sur cette région du monde, une domination sans partage de l'URSS. Après l'effondrement de celle-ci, à partir de 1990, Nazarbaïev a mené une diplomatie qu'il appelle « multivectorielle », cultivant des alliances avec plusieurs puissances et leurs multinationales. C'est ainsi que le Kazakhstan est membre de l'OMC, de l'OSCE, en même temps que de l'OTSC (organisation de la sécurité collective autour de la Russie).

Au cœur de la mondialisation capitaliste, l'oligarchie dirigeante profite par différents biais comme les commissions et dessous de table de fructueux marchés conclus avec les multinationales du pétrole et du gaz, ENI, Chevron, Texaco, ou de l'uranium, en particulier avec le Français Orano, ex-AREVA.

La Chine y possède de très forts intérêts puisque le Kazakhstan est traversé par les routes de la soie lancées il y a quelques années par le dictateur Xi Jinping.

Tandis que l'Union européenne, l'ONU et l'État français ont appelé, dès les premiers jours de la répression à la « modération », à « s'abstenir de toute violence », renvoyant dos à dos les responsables de la répression et leurs victimes, les travailleurs et les jeunes, Xi Jinping s'est félicité de la promptitude de la répression, avec d'autant plus d'enthousiasme qu'il y a au Kazakhstan une forte minorité Ouïghour, martyrisée en Chine. « Vous avez pris de manière décisive des mesures fortes à des moments critiques et avez rapidement calmé la situation, montrant ainsi votre responsabilité et votre sens du devoir en tant qu'homme politique (...) », a-t-il déclaré.

Quant aux liens tissés entre l'oligarchie dirigeante et l'État français et ses multinationales, ils sont très importants. L'industrie aéronautique, Total pour le pétrole et le gaz, Orano (ex-Areva) pour l'uranium dont le Kazakhstan, premier producteur d'uranium du monde, est un des premiers fournisseurs des centrales nucléaires françaises. Orano a rasé par exemple une forêt protégée pour développer sa production, suite à un accord conclu en juillet 2019 entre Bruno Le Maire et l'État du Kazakhstan.

La lutte pour la paix et la démocratie sont inséparables de la lutte pour en finir avec l'exploitation capitaliste.

Avec ses traits particuliers forgés par son histoire, l'histoire du monde et de ses tragédies, le Kazakhstan est au cœur des conflits du XXI^e siècle, tout proche d'ailleurs de l'Afghanistan dont la population a subi les ravages de plus d'un siècle de conquêtes et de guerres. Le soulèvement de sa classe ouvrière, de sa jeunesse, s'inscrit dans les bouleversements provoqués par la crise de sénilité du capitalisme. Il s'est étendu aussi rapidement parce que la population subit la dégradation de son niveau de vie suite au ralentissement de l'économie chinoise et plus globalement de l'économie mondiale désorganisée par l'accélération de la recherche effrénée de profits à court terme et la pandémie.

Son histoire et l'intégration des peuples déportés montre que ce ne sont pas les peuples eux-mêmes qui sont la cause des guerres, mais les classes possédantes qui accaparent les richesses produites par les travailleurs, et mènent une lutte acharnée, une concurrence permanente, pour se les disputer.

Notre solidarité n'est pas seulement une empathie et une solidarité avec les souffrances d'un peuple. Nos sorts sont liés par l'action ravageuse des multinationales.

La solution ne peut être que globale, elle aussi mondialisée, l'action des travailleurs et des peuples, sur toute la planète, en vue de conquérir une véritable démocratie, le contrôle sur l'économie, sa planification en fonction des besoins de l'humanité et de la nature.

Galia Trépère

Un an après le coup de force de Trump et l'intronisation de Biden, le mythe de la démocratie américaine de moins en moins capable de masquer la tyrannie du capital

« Pour la première fois dans l'histoire, un président n'a pas seulement perdu une élection, il a tenté d'empêcher un transfert pacifique du pouvoir », a accusé Biden lors d'un discours devant le Congrès à l'occasion de l'anniversaire de la proclamation de sa victoire, il y a un an, le 6 janvier, anniversaire aussi du coup de force de Trump et de ses partisans qui menaient l'attaque sur le Capitole, qu'il a qualifiée d'« insurrection armée ».

« Nous devons décider aujourd'hui quelle nation nous allons être. Allons-nous être une nation qui accepte que la violence politique devienne la norme ? Allons-nous être une nation qui autorise des responsables officiels partisans à renverser la volonté exprimée légalement par le peuple ? Allons-nous être une nation qui ne vit pas dans la lumière de la vérité mais à l'ombre du mensonge ? ». Et d'affirmer, « Je ne laisserai personne mettre le couteau sous la gorge de la démocratie ». Se voulant le président du « Retour de l'Amérique », Biden a donné une dimension internationale à son prétendu combat pour la démocratie, une lutte l'opposant à l'autocratie tant aux USA que face à... la Chine et la Russie.

Biden aimerait redonner vie au mythe de la démocratie américaine éclairant le monde pour justifier sa politique

de brigandage impérialiste au service de Wall Street. Son rêve, ledit rêve américain, est en passe de devenir un cauchemar dont Trump est une des expressions mais non la cause. « N'oubliez jamais le crime de l'élection présidentielle de 2020. N'abandonnez jamais » a lancé ce dernier, suivi par la totalité ou presque des élus républicains qui ont boycotté les commémorations organisées par le Congrès. Aucun sénateur républicain n'a participé au moment de silence organisé au Sénat.

Les candidats républicains aux élections de mi-mandat, y compris les possibles successeurs de Trump que sont les sénateurs Ted Cruz (Texas) et Marco Rubio (Floride), doivent souscrire à la thèse complotiste de « l'élection volée » et refuser toute condamnation de l'ex-président pour ses appels du 6 janvier, nouveaux articles de foi du Parti républicain « trumpisé » à l'ombre duquel continue de prospérer l'extrême droite. Dans le même temps, Trump a reconstitué une équipe de campagne autour de son mouvement « Save America », qui aurait entre les mains un trésor de guerre de 100 millions de dollars en vue de « Trump 2024 » ...

La trumpisation des républicains exprime les pressions politiques qu'exerce leur électorat, le complotisme anti-

Biden, produit des tensions, des violences sociales, des inquiétudes et des peurs qui agitent de larges fractions de la petite bourgeoisie et des classes populaires et qui s'inscrivent dans une évolution des rapports politiques, des rapports de classe tant aux USA que dans le monde.

Exacerbation des rapports de classe, violence sociale, l'État de classe mis à nu

Ces évolutions sont l'aboutissement de quatre décennies d'offensive libérale et impérialiste qui ont façonné le capitalisme financiarisé mondialisé d'aujourd'hui, cette « *guerre de classe* » dont Warren Buffet disait « *mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène la guerre, et nous en sommes les gagnants* ». Jusqu'alors oui, et à quel prix pour l'ensemble de la société !

Cette guerre de classe contre les pauvres, les travailleurs, les Afro-américains et les minorités n'est pas nouvelle, elle est au cœur de la société d'exploitation, mécanisme violent d'appropriation des richesses produites, de dépossession de la majorité au profit d'une minorité de plus en plus étroite, d'un capital de plus en plus concentré entre quelques mains. Se développe une absurde et destructrice contradiction entre les progrès techniques et scientifiques prodigieux réalisés grâce au travail humain et le parasitisme de l'oligarchie financière, contradiction qui engendre une régression sociale et politique sans fin.

Les inégalités de revenu et de richesse aux États-Unis battent les records des 50 dernières années, tandis que la classe moyenne américaine au lieu de croître se rétrécit.

La part relative des revenus de la classe moyenne serait passée de 62 % en 1970 à 43 % en 2018. Au cours de la même période, la part des plus riches est passée de 29 % en 1970 à 48 % en 2018 alors même que la part des faibles revenus a diminué, passant de 10 % à 9 %.

Les déplacements de richesse au profit des ménages à revenus élevés et aux dépens des ménages à revenus moyens et inférieurs sont même plus importants que les inégalités dans les revenus. La part de la richesse américaine possédée par les ménages avec les revenus les plus élevés était de 75 % en 1983, cette part a bondi à 87 % en 2016.

La violence de la régression sociale engendre la violence tout court, violence policière, violence raciale, criminalité, une violence que l'État retourne contre ses victimes sous couvert de sécurité et de protection de la population, un cycle infernal, la violence engendre la violence d'autant qu'elle est ouvertement encouragée. Les tensions et clivages sociaux qui résultent de cette situation ont conduit à une épidémie de « morts de désespoir » par surdoses médicamenteuses, addiction aux opiacés et suicides, à une baisse de l'espérance de vie, à une hausse des cas de dépression, en particulier chez les jeunes. Une dégradation accentuée par la pandémie du Covid-19.

Un terrain propice aux démagogues d'extrême droite tant que le mouvement ouvrier reste, lui, dominé par le légalisme et le respect des institutions ou sous l'influence du Parti démocrate.

Une démocratie censitaire pour et par les riches

Tout à sa croisade pour la défense de la démocratie américaine, Biden vient d'engager une bataille parlementaire pour protéger l'accès au vote des Afro-Américains. Il voudrait harmoniser au niveau fédéral les règles d'obtention du droit de vote pour empêcher les États républicains du Sud de les modifier afin de priver du droit de vote des minorités et particulièrement les Afro-Américains et de renforcer l'emprise des autorités locales sur les scrutins électoraux. Pour passer cette réforme au Sénat, il lui faudrait une majorité augmentée de 60 voix. Or le camp démocrate compte 50 voix plus celle de la vice-présidente Kamala Harris, et les républicains 50. Les velléités démocratiques de Biden vont probablement tourner court du fait du refus de deux... démocrates de le soutenir pour changer cette règle au Sénat et cela alors que déjà, en octobre, pas moins de dix-neuf États contrôlés par les républicains ont adopté trente-trois lois restreignant l'exercice du droit de vote. Nombre d'entre eux redécoupent à leur avantage la carte des circonscriptions.

Ces tripatouillages électoraux sont scandaleux mais ils ne sont pas le fond de la crise des institutions de la démocratie américaine. Celle-ci renvoie aux rapports de classe qui engendrent une ploutocratie, laquelle concède un pouvoir politique prépondérant aux super riches, à Wall Street. Les États-Unis sont devenus « *une oligarchie avec une corruption politique illimitée* », disait en 2015, l'ancien président Jimmy Carter, fin connaisseur des institutions américaines. Le principal champ de bataille est à Washington. Les troupes de choc sont les lobbyistes des grands groupes qui fourmillent au Congrès, dans les ministères et dans les agences de l'administration. Les munitions, ce sont les milliards de dollars dépensés chaque année dans le lobbying fédéral à 3,5 milliards de dollars en 2020 et dans les contributions aux campagnes électorales (14,4 milliards de dollars pour les élections fédérales en 2020).

Limitation du droit de vote pour les plus pauvres, manipulation et corruption pour la minorité qui détient le pouvoir vont de pair. La dépossession économique s'accompagne de la dépossession politique.

Concurrence mondialisée et militarisme contre les travailleurs et les peuples, la tyrannie de la finance à l'œuvre

La démocratie bourgeoise n'a jamais été qu'un théâtre d'ombres ayant pour fonction de présenter la politique des classes dominantes comme répondant aux besoins de l'ensemble de la population et la parer des vertus de la prétendue volonté du peuple. Une imposture qui ne peut plus résister à la réalité de la politique des classes dominantes, aux mensonges et double langage des partis institutionnels chargés de la mettre en œuvre, y compris au sein de la première puissance mondiale prise dans la tourmente de la course à la faillite du capitalisme et de son propre déclin face à l'exacerbation de la concurrence mondialisée.

Les slogans de Trump ou de Biden cherchent à flatter les illusions nostalgiques. « *America great again* » ou « *America come back* », chantent la même chanson réactionnaire mais sont tout aussi impuissants à contrecarrer la logique implacable de l'évolution des rapports de classes, évolution exacerbée par la pandémie et l'incurie des États ainsi que par le désordre produit par la concurrence mondialisée qui crée l'inflation et accentue les inégalités, aux USA comme partout dans le monde.

Les États-Unis ne sont pas « *de retour* », ils s'enferment dans une politique économique, sociale, une politique internationale visant à perpétuer leur domination et qui conduit inévitablement à la multiplication des conflits et des affrontements.

Ils ne sont plus en mesure d'assurer un ordre mondial capitaliste, d'apporter un minimum de régulation, par leur puissance en particulier celle du dollar, à l'anarchie de la concurrence mondialisée. Ils sont un facteur d'instabilité, de déséquilibre, de tensions et de conflits. Biden poursuit la politique de Trump avec la même rhétorique antichinoise qui vise des objectifs autant de politique intérieure, rassurer les angoisses déclinistes, que de politique extérieure. Cette arrogance belliciste nourrit les risques de conflits et empêche toute réponse internationale aux problèmes urgents de la planète, économique, sanitaire, écologique. Bien au contraire, comme la démagogie contre la Russie autour des négociations sur l'Ukraine, elle alimente les tensions internationales comme les tensions sociales et politiques aux USA.

Loin de revenir à son passé, le capitalisme américain et le système politique verrouillé du bipartisme qui lui garan-

tissait une relative stabilité sont en train d'imploser sous le poids du parasitisme de la finance, de Wall Street qui épuise ses forces. L'absurdité de l'économie de marché et de profit entraîne une décomposition sociale qui s'accompagne de sa décomposition politique et culturelle. La menace de l'effondrement financier n'est momentanément conjurée que par un renforcement constant de l'exploitation au détriment de toute la population, du pillage de la nature au détriment de l'écologie planétaire et d'un militarisme croissant pour perpétuer une domination dépassée sur le monde.

Les prétentions de Biden de guérir les USA de la maladie profonde qui les ronge relève du charlatanisme. Elles sont un symptôme de cette maladie, la domination et l'exploitation de classe, et les nouvelles déceptions qu'elles feront naître auront des conséquences bien plus graves que la probable défaite de Biden annoncée aux élections de mi-mandat l'automne prochain. Ou plutôt, cette défaite annoncée sera la démonstration pour l'ensemble des exploité.e.s et des opprimé.e.s que le système est pourri, corrompu jusqu'à la moelle et qu'il n'y a pas d'autre issue pour éviter le pire, tant aux USA que sur la planète, que leur mobilisation et leur organisation pour donner vie, dans la tradition de leurs luttes qui ont fait l'histoire de leur pays, à une nouvelle démocratie, une démocratie révolutionnaire pour balayer la réaction et le délire complotistes des Trump and co, prendre en main la marche de la société, se gouverner soi-même, et construire sur les ruines du capital une société fondée sur l'association des producteurs, la coopération des peuples.

Yvan Lemaitre